



Mouvement Républicain et Citoyen

Fédération de l'Isère

avec Jean-Pierre Chevènement

le vrai problème : l'emploi et les salaires

Retraites

la vraie solution : **une autre politique européenne !**

«Les retraites sont le patrimoine de ceux qui n'en ont pas», Jean-Pierre Chevènement, 2002.

Mais le gouvernement Sarkozy-Fillon ne travaille que pour ceux qui ont un patrimoine, et un gros ! Il s'apprête donc à faire porter l'effort supplémentaire de financement des retraites sur les travailleurs, qui pâtissent déjà du chômage, de la précarité, de la modération salariale...

D'autres leviers pourraient pourtant être actionnés pour équilibrer les comptes.

1 - Rétablir la justice sociale au bénéfice du travail, en augmentant les salaires modestes, ce qui augmenterait mécaniquement les cotisations retraites ; faire contribuer le capital au financement des retraites : plus de 30 Milliards peuvent ainsi être dégagés, soit au moins la moitié du déficit prévu en 2030 !

2 - Faire diminuer le chômage : si tous les travailleurs qui recherchent un emploi pouvaient travailler et cotiser, au moins les deux tiers du déficit des retraites n'existerait pas !

Le problème des retraites, c'est la dégradation du rapport capital / travail !

Le problème des retraites, c'est le chômage, la dés-industrialisation, les délocalisations !

Pour pallier ces problèmes et sortir de la crise, ce n'est pas la contre-réforme gouvernementale qu'il nous faut, c'est un changement radical de politique monétaire, commerciale, économique en Europe.
C'est ce que la France doit exiger :

1 - Donner à la France et à d'autres pays européens les moyens de se ré-industrialiser et d'augmenter l'emploi et les salaires. Comment ?

- En procédant à un grand emprunt européen pour nos infrastructures, la recherche et l'innovation...
- En ouvrant davantage le robinet monétaire au niveau de la BCE, pour favoriser l'investissement productif, une croissance éco-responsable et juste.
- En menant des politiques protectionnistes intelligentes pour ne pas jouer le jeu mortel du dumping, c'est-à-dire des délocalisations et du nivellement social et environnemental par le bas à l'échelle du monde.

2 - Freiner l'hyper-mobilité du capital, qui ne doit pas pouvoir s'investir à l'autre bout du monde en toute impunité, et l'empêcher de mettre tous les peuples en concurrence. Comment ? En taxant les flux spéculatifs, en pénalisant lourdement l'évasion fiscale, en constituant des noyaux d'actionnaires stables pour les entreprises françaises et européennes, avec l'épargne populaire, et le cas échéant les collectivités territoriales, l'Etat...

Seulement voilà, pour réussir cette authentique politique alternative, il faut la vouloir vraiment, avoir le courage d'affronter les dogmes et les serviteurs de l'Europe et de la mondialisation libérales ! Il faut avoir la volonté et l'audace de défendre les intérêts de la France et du monde du travail, plutôt que de capituler toujours devant Berlin, Bruxelles, Washington ou Pékin !

Oui, nous devons résister à la contre-réforme anti-sociale du gouvernement. Mais il faut aussi préparer l'alternative, qui ne passe ni par le social-libéralisme, ni par le gauchisme, mais par **une gauche républicaine, porteuse d'un vrai programme de salut public.**

Dans cette perspective :

lisez et diffusez notre programme de salut public pour 2012

Rejoignez le Mouvement Républicain et Citoyen

MRC 38, 46 rue d'Alembert 38 000 Grenoble
Le blog du MRC 38 : www.mrc38.com

avec efficacité

avec équité

Garantissons le système de retraite

unique capital de ceux qui n'en ont pas

Le gouvernement veut remettre en cause le droit à la retraite à 60 ans et la pension à taux plein à 65 ans. La retraite n'est pas un privilège. Une autre politique est possible.

Par une nouvelle politique industrielle

- Redresser l'économie est le principal moyen de la justice sociale. Financer les retraites de demain est donc inséparable de la reconquête d'une croissance solide, qui crée des emplois, donc des cotisations : cela commande une réindustrialisation du pays, grâce au réarmement de l'Etat en matière économique et au recul des politiques libérales d'austérité, en s'opposant autant que nécessaire aux mesures « libérales » de l'Union européenne.

Par une revalorisation des salaires

- Relever le niveau des salaires des actifs, c'est relever d'autant le niveau des sommes disponibles pour les retraités, pour un même taux et une même durée de cotisation : il faut dissuader les actionnaires de continuer à faire leurs bénéfices sur la compression des salaires et limiter les versements exonérés (participation, primes d'intéressement, etc).

Par une taxation des revenus financiers

- Augmenter fortement la contribution des personnes tirant des revenus de placements financiers, qu'ils doivent largement au travail des actifs, y compris ceux qui sont aujourd'hui retraités, ou qu'ils ne doivent qu'à la spéculation, constitue une piste d'une légitimité évidente.

Qui conduisent à des adaptations par le haut

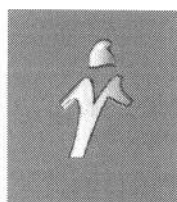
- L'idéologie diffusant, pour empêcher tout débat, le sentiment de déclin inéluctable de la France, qui ne pourrait plus que tenter de gérer au mieux son appauvrissement fatal à coups d'efforts incessants, doit être combattue, démontée et démentie.

Qui partagent plus justement la richesse nationale

- Les propositions visant à laisser intacts les biens et les rentes des possédants en acceptant un nivellement général des retraites par le bas (alignement de tous les régimes dans le sens d'une diminution globale de la durée et du montant des pensions versées), ne sont pas acceptables, ni même décentes.

Qui permettent de reconnaître les écarts entre espérances de vie

- La variété des situations socioprofessionnelles crée, tout au long de la vie, de grandes inégalités sur les plans de la pénibilité du travail, de l'aisance matérielle et de la santé, qui imposent des conditions différenciées de départ en retraite à la hauteur des écarts constatés (au moins six ans entre les espérances de vie des ouvriers et des cadres).



MRC

avec Jean-Pierre Chevènement

Portons le Programme de Salut Public

Mouvement Républicain et Citoyen

Siège national : 3 avenue de Corbéra - 75012 PARIS - 01 55 78 05 40 - www.mrc-france.org